



Perspectives et enjeux post électoraux en Birmanie - Mars 2016



Les élections législatives de novembre 2015 ont été les premières élections générales organisées depuis la sortie de la dictature, et les premières élections libres depuis 1960. Elles se sont, à la surprise de tous, bien passées et ont été unanimement reconnues et saluées par les organisations de la société civile et la communauté internationale.

Le raz de marée électoral pour le parti d'Aung San Suu Kyi représente un tournant historique qui n'aurait pas été imaginable 5 ans auparavant. Il s'agit d'un moment crucial pour la Birmanie mais celui-ci ne constitue qu'une première étape vers une transition démocratique encore semée d'embûches. En effet, les militaires semblent avoir acceptés, sur le principe, le fait que la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) mène le prochain gouvernement, mais personne ne sait comment cela va se concrétiser et il est trop tôt pour parler d'un réel transfert du pouvoir et anticiper la résolution prochaine de tous les maux du pays.

70 ans de guerre civile et un demi-siècle de dictature militaire ont laissé une profonde empreinte sur la société et l'État birman qui est l'un des plus militarisés au monde. Il faudra du temps avant que les institutions naissantes inspirent confiance et développent les compétences indispensables au bon fonctionnement des administrations et des autorités birmanes.

LA MAIN MISE DE L'ARMÉE SUR LA POLITIQUE N'A PAS PRIS FIN AVEC LES ELECTIONS

L'armée a assuré ses arrières : le processus de sélection présidentielle (un président et deux vice-présidents) est construit tel qu'il garantit une place de vice-président à un militaire, non élu par le peuple, et la constitution interdit à Aung San Suu Kyi d'accéder au poste de Président, ses enfants étant de nationalité étrangère. En plus de cela, l'armée garde la mainmise sur les organes politiques car la constitution permet aux militaires de :

- Conserver **25% des sièges** et bloquer tout amendement de la Constitution ;
- Désigner les postes clés et garder le contrôle des **3 ministères clés**, aux plus gros budgets : l'Intérieur, la Défense, et la Gestion des frontières ;
- **Reprendre le contrôle direct du pays** si le National Security Council (CNDS) décide que « l'unité nationale est menacée ».

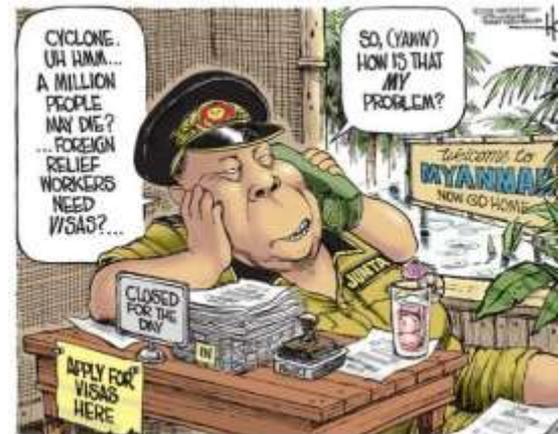
LE POUVOIR DES MILITAIRES RENFORCÉ PAR L'ORGANISATION DES INSTITUTIONS



Le Conseil National de Défense et de Sécurité (CNDS) est l'organe le plus puissant du pays. Il est contrôlé (constitutionnellement) en majorité par l'armée qui possède 6 membres sur 11. Il est responsable de toutes les décisions liées à la sécurité du pays et aux questions sensibles mais personne ne connaît précisément son rôle car la constitution reste très floue sur ses fonctions. C'est ce comité qui a, par exemple, le pouvoir de lancer une offensive militaire, de nommer le Chef des Armées et d'assumer tous les pouvoirs si l'État d'urgence est déclaré.

Mais il est à craindre que le CNDS ait désormais un rôle à jouer beaucoup plus important. En effet, sous le mandat de Thein Sein, ce comité n'était pas très actif car ses membres siégeaient aussi au gouvernement. Le public ne savait jamais quand il se réunissait ni ce qu'il faisait. C'est le CNDS qui a par exemple donné l'ordre de réprimer les protestations étudiantes de mars 2015. La LND va toutefois pouvoir nommer 4 de ses membres, ce qui permettra certainement plus de transparence.

Le personnel administratif est presque entièrement composé de militaires. Le personnel qui compose les ministères ne va pas être congédié simplement parce que la LND a remporté les élections. Or, il se trouve que tous les postes clés des ministères sont occupés par des militaires depuis longtemps, tout comme la grande majorité des postes administratifs. La cohabitation entre les ministres et leur cabinet risque donc d'être compliquée et il ne sera pas possible de renvoyer les militaires : il s'agit de milliers de fonctionnaires en poste depuis des années. Jusqu'à leur retraite la LND devra composer avec eux et il sera très dur de changer les mentalités.

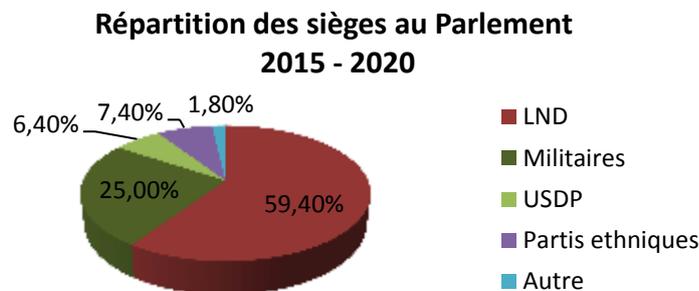


Le contrôle des Régions et États est clé. Bien que la constitution ait mis en place un système fédéral avec un Parlement bicaméral et 14 Régions et États aux statuts égaux, le pouvoir est toujours très centralisé et les minorités ethniques n'ont pas de véritable pouvoir ni influence sur les affaires nationales et locales. De plus, le Chef des armées revendique la désignation des premiers ministres des Régions et États considérées comme les plus instables et où les enjeux économiques des militaires y sont les plus importants : Rangoun où transitent tous les investissements étrangers, l'État Kachin avec ses forêts et ses mines de jade, l'État d'Arakan qui héberge la minorité persécutée des Rohingyas et l'État Shan où les conflits armés ne cessent de s'intensifier. Début mars 2016, les portes paroles de la LND ont cependant annoncé que tous les postes de premier ministre seraient attribués à des parlementaires de la LND.



QUELLES SONT LES MARGES DE MANŒUVRE ET LES RISQUES POUR LA LND ?

MARGES DE MANŒUVRES DU NOUVEAU GOUVERNEMENT LND



La LND bénéficie d'un soutien populaire et international infaillible. La LND a remporté 78 % des voix en jeu lors du scrutin de novembre, lui permettant de compter sur 59% des sièges au Parlement contre 6% en 2012. Cela lui permettra de choisir le président et l'un des deux vice-présidents le 10 mars. Mais surtout, le peuple, y compris les minorités ethniques, a suivi les yeux fermés les consignes de vote d'Aung San Suu Kyi, dont le parti n'avait pourtant pas de programme électoral précis et comptait sur des candidats peu qualifiés. Cette victoire écrasante ne peut plus être ignorée par l'armée et la LND incarne désormais crédibilité et légitimité aux yeux de la communauté internationale. Aung San Suu Kyi devra composer avec l'armée, mais pour la première fois, l'armée devra également compter avec elle.



Un espace politique pour renforcer l'État de Droit et les réformes. Une partie non négligeable des décideurs politiques et des autorités birmanes de ce nouveau mandat n'a pas été élue, il ne s'agit donc pas d'un processus pleinement démocratique, mais celui-ci pourra se démocratiser avec l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement.



La LND disposera en effet d'un espace important pour élargir les libertés politiques, renforcer l'État de Droit, mettre en place des réformes sociales et économiques au profit de la population et améliorer les relations entre le peuple et le gouvernement. Le président aura en effet le pouvoir de désigner la majorité des cabinets ministériels, le président de la Cour Suprême, et les premiers ministres de chacun des états et divisions.

La LND aura également le contrôle du processus législatif, de la nomination des présidents du Parlement à la composition des comités parlementaires et au contenu des projets de lois présentés. La LND sera donc en mesure de passer ou d'amender les lois qu'elle souhaitera, et notamment le budget national annuel.



L'interprétation de la Constitution. Bien que la LND ne puisse pas changer la constitution sans le support des parlementaires militaires, elle aura la responsabilité de désigner les neuf membres du Tribunal Constitutionnel, en charge de l'interprétation de celle-ci. Étant donné l'ambiguïté de certains articles, cela pourrait être un réel instrument pour élargir l'espace démocratique.

La LND est composée d'anciens membres des organisations de la société civile birmane et devrait davantage travailler avec elles. Elle connaît leurs recommandations et a tout à fait conscience des attentes de la communauté internationale. Il y a donc un réel espoir pour les organisations de la société civile qu'il sera plus simple de travailler avec le gouvernement et les parlementaires de la LND. Elles estiment que la LND est beaucoup plus engagé que l'USDP ne l'a jamais été et que le gouvernement, comme le Parlement, les écouteront davantage. Sur 1 120 parlementaires élus, 110 sont par exemple d'anciens prisonniers politiques et devraient particulièrement sensibles à ces thématiques. De plus, la LND s'est engagé à ce que son gouvernement ne reprenne pas les mauvaises habitudes issues de la junte militaire, comme la corruption.



RISQUES ET LIMITES DU NOUVEAU GOUVERNEMENT LND

Aung San Suu Kyi ne pourra pas être présidente mais souhaite être « au-dessus » de ce poste. Elle n'a pas réussi à convaincre les militaires de suspendre l'article 59F de la Constitution qui l'empêche d'accéder à la présidence et y a donc renoncé. Elle a été très claire sur le fait que ce sera elle qui choisira le président et que celui-ci n'occupera ce poste que par procuration, sous ses ordres. Mais en pratique ce sera compliqué puisqu'elle n'aura pas accès à toutes les instances. De plus, alors qu'elle incarne l'icône de la démocratie, cela revient à ne pas tenir compte de l'État de droit. Enfin, le président sera vu comme une marionnette temporaire, que la LND remplacera par Aung San Suu Kyi dès qu'un amendement de la constitution sera possible. En attendant, elle pourrait occuper le poste de Ministre des Affaires Étrangères pour être invitée officiellement à l'étranger et siéger au CNDS. Ses fréquents voyages l'éloigneraient toutefois des discussions au sein de son parti et des décisions prises à Naw Pyi Taw.



Un « mono parti » au pouvoir. Pour beaucoup d'activistes, Aung San Suu Kyi réfléchit de la même façon que l'armée : elle est fière, butée et autoritaire. Cette personnalité très marquée, associée au 59% des sièges détenus par son parti, inquiètent les analystes politiques et les partis ethniques : aucune opposition n'aura la possibilité d'imposer un débat politique au sein du Parlement car tous les parlementaires de la LND pourraient suivre les consignes du parti à la lettre. La campagne électorale a en effet appelé le peuple à « voter pour un parti plutôt qu'un candidat », sous-entendant que ce serait les leaders

de la LND qui prendraient toutes les décisions. De plus, les candidats ont notamment été désignés pour leur capacité à suivre les ordres. Le pays pourrait donc de nouveau être gouverné par un « mono parti », qui bien que plus démocratique, serait tout aussi autoritaire.

Un manque de capacité des parlementaires LND élus : Tous les activistes redoutent que le manque d'expérience et de compétences des parlementaires LND élus ne devienne un handicap de taille pour l'avenir de la Birmanie. L'équipe d'Info Birmanie en a rencontré plusieurs et a été frappé par leur dépendance affichée aux consignes des leaders du parti. Sur des enjeux essentiels comme l'éducation, la santé ou l'économie, ils n'ont souvent aucune idée des politiques envisagées par le parti à court et long terme. On ne sait donc pas dans quelle mesure les nouveaux députés de la LND seront actifs et force de proposition au sein du Parlement. La LND a profité des 3 mois de transition pour former ses élus au fonctionnement des différentes chambres du Parlement et au rôle de parlementaire. Le parti a également annoncé que les parlementaires devront suivre des cours d'anglais et passer des tests régulièrement. Cela en dit long sur l'actuel manque de connaissances de ceux-ci. En attendant, les parlementaires n'ont pas le droit de s'exprimer publiquement sans l'aval du parti et doivent soumettre leurs propositions à un Comité pour validation avant de les proposer en session parlementaire.

Un besoin de composer avec les différentes parties prenantes pour favoriser la réconciliation nationale. Il s'agira pour la LND de trouver un équilibre habile au sein de son gouvernement entre académiciens, experts, minorités et militaires. En effet, les 25% de militaires siégeant au Parlement ne risquent pas d'être évincés de sitôt et il serait difficile de gouverner la Birmanie avec trois ministères en désaccord avec tous les autres. Il faudra donc composer avec l'armée dont une partie s'est déjà dit prête à « coopérer » avec la LND mais reste encore frileuse. Aung San Suu Kyi a elle-même parlé d'un gouvernement « de réconciliation nationale », elle devrait donc opter pour cette stratégie mais devra choisir les bonnes personnes. Enfin, bien que les partis ethniques n'aient pas eu le succès escompté, ils devront être pris en compte pour que la LND ne fasse pas regretter leur vote au 40% de la population issue des minorités ethniques qui ont choisi de voter en sa faveur. La LND a jusqu'au 1^{er} avril pour faire ses choix.



QUELLES SONT LES ATTENTES DU PEUPLE ?

Le peuple birman qui a voté massivement pour la LND attend beaucoup de cette transition démocratique : la LND va devoir mener des réformes rapidement et efficacement. Mais outre la volonté de la LND, les changements dépendront des compétences du nouveau gouvernement et de la capacité d'influence d'Aung San Suu Kyi sur les militaires. Le pays tout entier commence à se demander quels compromis celle-ci sera prête à faire.

RÉFORMES DÉMOCRATIQUES

Le peuple birman a voté massivement pour la LND pour que la transition démocratique amorcée donne lieu à de véritables réformes : liberté d'expression, liberté religieuse, respect des droits fondamentaux, fin de l'impunité et des violations des droits de l'homme, accès à l'éducation et à la santé, paix etc. Mais pour cela la LND devra réussir à amender la constitution, à l'origine des plus importantes violations des droits de l'homme en Birmanie.



Tout changement constitutionnel dépendra des discussions entre Aung San Suu Kyi et l'armée et surtout de l'influence de celle-ci sur les militaires. Il lui faudra changer les mentalités de l'armée et consentir à de nombreux compromis pour y parvenir. Si la LND décide de lutter contre la corruption par exemple, les relations avec les militaires seront conflictuelles alors que si le parti opte pour le développement économique sans toucher aux lois sur l'investissement, ils seront plus enclins à accepter ses amendements. Il s'agira pour la LND de trouver le bon équilibre avec l'armée : coopérer sans faire trop de compromis.

Pour les militaires les articles les plus importants de la Constitution sont ceux qui concernent le fédéralisme, les 25% de militaires réservés au parlement et les 75% des voix nécessaires pour amender la constitution. Sur ces articles ils feront tout pour bloquer tout amendement. Il y a ensuite les articles concernant le fédéralisme et la répartition des revenus des ressources naturelles (liés aux conflits armés), l'économie, l'article 59F etc. Ils préféreraient ne pas toucher à ces articles mais ont conscience des compromis qu'il pourrait obtenir en retour : pas de justice transitionnelle, conservation des articles clés de la constitution, maintien de leurs intérêts économiques etc.

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

La LND va avoir la responsabilité de faire des réformes concrètes contre les violations des droits de l'homme. Si les changements ne sont pas assez rapides, le peuple risque de s'impatienter. Mais cela s'annonce compliqué dans la mesure où l'armée contrôle les ministères de l'intérieur, de la défense et des frontières. La police pourra ainsi poursuivre la répression



et les arrestations des activistes, tandis que les militaires pourront continuer de commettre des abus en toute impunité contre les populations civiles.



De plus, un véritable travail de justice vis-à-vis des crimes commis sous la dictature et de justice transitionnelle est attendu par la population mais semble encore impossible. Les militaires n'ont aucune envie de se retrouver devant les tribunaux, de commémorer les violations passées ni de mettre en place un système de réparation des victimes. Ils souhaitent protéger leurs familles et leurs affaires et ont conservé pour cela les positions clés et le contrôle politique.

La LND a conscience que lutter contre l'impunité des militaires pour leurs crimes passés pourrait se solder par un blocage des réformes ou par une déclaration d'état d'urgence par l'armée. Certains membres du parti ont déjà déclaré qu'il fallait aller de l'avant, sous-entendant que sous ce nouveau mandat, ils renonceraient au passé (probablement en échange de concessions sur d'autres points). Par ailleurs, en janvier 2016, juste avant la dissolution du Parlement dominé par l'USDP, le Président Thein Sein a fait adopter une loi qui accorde aux anciens présidents, l'immunité pour tous les crimes commis sous leur mandat, y compris les crimes de guerre. Cette loi ne concerne toutefois que les présidents.

Enfin, tant que le processus de démocratisation continue, la communauté internationale considère que la situation est acceptable (comme en Thaïlande par exemple) et ne poussera pas la Birmanie à travailler sur son passé. Il y a donc très peu de chance qu'un travail de justice transitionnelle soit entamé ces cinq prochaines années.

PROCESSUS DE PAIX

Alors que la majorité ethnique birmane - les bamars - aspire à la démocratie, les minorités ethniques se préoccupent avant tout de la paix.

La guerre civile qui oppose l'armée birmane aux groupes ethniques armés est le plus long conflit de basse intensité au monde et les civils sont bien sûr les premières victimes. Les partis ethniques qui représentent 40% de la population ont remporté moins de 8% des sièges du Parlement, les groupes ethniques armés comme les civils des zones ethniques attendent donc du nouveau gouvernement LND de réels efforts pour que le processus de paix avance et qu'un État fédéral soit instauré et leur garantisse plus d'autonomie et la reconnaissance constitutionnelle de leurs droits. « *Nous sommes très*



inquiets de voir avec quelle efficacité le prochain gouvernement LND va mettre en œuvre le système fédéral que tous les peuples ethniques appellent de leur vœux » (représentant d'un parti ethnique).

Après sa victoire aux élections, la LND a déclaré qu'elle s'entourerait de personnes extérieures au parti, de minorités ethniques et de membre de l'ancien parti au pouvoir pour avancer vers la réconciliation nationale. Le 28 janvier 2016, le parti a conforté cette intention en annonçant les nominations aux postes clés du Parlement : sur 4 responsables nommés, 3 sont issus de minorités ethniques et 1 est membre de l'USDP. Entre le 10 mars et le 1^{er} avril, la LND nommera les membres du nouveau gouvernement et devrait poursuivre cette dynamique inclusive.



La LND ne pourra pas empêcher l'armée birmane de mener des offensives militaires et des violations des droits de l'homme contre les civils mais Aung San Suu Kyi pourra utiliser sa légitimité en Birmanie et auprès de la Communauté Internationale pour pousser l'armée birmane à mener un dialogue politique inclusif et équitable avec les groupes ethniques armés et à cesser ses attaques. Elle devra notamment convaincre le Commandant en Chef des armées qui n'a jamais manifesté sa volonté de mettre un terme aux conflits et dont le mandat a été renouvelé pour 5 ans en février 2016. Depuis les élections du mois de novembre, Aung San Suu Kyi l'a rencontré au moins à trois reprises pour aborder le sujet mais le contenu de leurs échanges n'ont pas été rendus publics.

MINORITES RELIGIEUSES ET ROHINGYAS

Les minorités religieuses attendent du nouveau gouvernement de la LND qu'il agisse, enfin, en leur faveur. Ils souhaitent qu'ils réforment le secteur de la sécurité et de la justice, protège les personnes les plus vulnérables, réduise les politiques discriminatoires, autorise et facilite l'accès humanitaire, favorise l'éducation des langues ethniques etc.

Les minorités musulmanes, les organisations de la société civile et la communauté internationale attendent notamment beaucoup de la LND sur les conditions de vie des Rohingyas. Après la victoire de la LND aux élections de novembre, Aung San Suu Kyi a déclaré que son gouvernement souhaitait protéger les musulmans et garantir l'égalité de traitement pour tous. Lors de son discours d'ouverture, le président du nouveau Parlement (LND) s'est adressé aux nouveaux parlementaires dans cette même optique: « *Quand vous êtes au Parlement, il n'y a pas de place pour les préjugés ou l'extrémisme* ».



Il est cependant encore difficile de savoir si la LND mettra en place de réelles mesures pour améliorer le sort de la minorité musulmane persécutée et surtout quand et comment elle s'y prendra dans la mesure où la xénophobie ne fait que se renforcer en Birmanie.



En effet, Ma Ba Tha, l'organisation nationaliste bouddhiste à l'origine des campagnes anti musulmans, devrait continuer d'occuper une place de premier plan sur la scène politique. Pendant la campagne électorale, les leaders extrémistes de l'organisation ont soutenu le parti des héritiers de la junte « *seul garant de la protection de la race et de la religion* ». La défaite de celui-ci, ne représente toutefois pas un désaveu de Ma Ba Tha, mais une sanction des militaires. La LND devra œuvrer en faveur d'une réconciliation entre bouddhistes et musulmans en favorisant les initiatives de dialogue interreligieux et en luttant contre les discours de haine.

Les responsables de la LND ont annoncé que s'ils bénéficiaient du soutien populaire, ils amenderaient la loi sur la citoyenneté – à l'origine d'un grand nombre de discriminations à l'encontre des Rohingyas – mais ont rajouté qu'il ne s'agirait pas d'une priorité du nouveau gouvernement. Étant donné le rejet des musulmans de la majorité du peuple birman, cet amendement paraît donc bien incertain. Par ailleurs, Ma Ba Tha a mis en garde la LND contre toute tentative de modification des lois controversées pour la « protection de la race et de la religion » et de cette loi sur la citoyenneté.

Enfin, le parti arakanais (Arakan National Party - ANP) ouvertement anti musulman, est le parti ethnique à avoir obtenu le plus de sièges (45 en tout). Il a notamment remporté 23 des 47 sièges de l'assemblée régionale, échouant de peu à en obtenir la majorité. Cette situation est inquiétante dans la mesure où les responsables de l'ANP ont répété pendant toute la période électorale que s'ils parvenaient à obtenir le pouvoir, ils mettraient les Rohingyas « *sur des bateaux pour les expulser loin de l'État d'Arakan* ».



En pratique les parlementaires de l'ANP n'auront pas ce pouvoir car ces décisions dépendent des autorités centrales mais sur le terrain, celles-ci ne pourront pas forcément contrôler ce que la police, la justice et les autorités locales feront.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Aung San Suu Kyi devra relever l'immense défi du développement de son pays et de la redistribution des richesses et des ressources naturelles, encore majoritairement contrôlées par l'armée. Un birman sur trois vit sous le seuil de pauvreté, et 70% n'ont pas accès à l'électricité. L'essor économique reste cantonné aux villes, alors que la population rurale, majoritaire (66% de la population), souffre du manque d'accès à l'eau courante et à l'électricité. Beaucoup pensent qu'avec la LND au pouvoir, leur niveau de vie va s'améliorer rapidement. Toutefois une libéralisation trop importante de la Birmanie sera dangereuse tant que le cadre légal concernant les investissements n'aura pas été redéfini pour faire de la transparence financière et de la protection des intérêts des communautés locales et de l'environnement, des normes. Il s'agira pour le nouveau gouvernement de ne pas confondre vitesse et précipitation, mais de prendre le temps d'adopter les mesures nécessaires pour que l'ouverture économique permette effectivement une amélioration du niveau de vie de la population.



Une ouverture économique massive ne pourra pas suffire à sortir le peuple birman de la pauvreté et pourrait aggraver la situation des droits de l'homme. En effet, si la LND opte pour la rapidité en se concentrant sur le développement économique sans réformer préalablement les lois sur l'investissement, les violations des droits de l'homme liées aux enjeux économiques s'aggraveront (confiscation des terres, impacts sociaux et environnementaux).

L'économie étant aux mains des militaires et de leurs proches, si la LND se concentre au contraire sur un développement durable au profit de la population, celui-ci sera lent et difficile puisqu'il exigera des réformes concrètes avant l'arrivée plus importante d'investisseurs étrangers mais nécessitera aussi la lutte contre la corruption, le manque de transparence et les situations d'oligopole.

Cependant, bien que la ligne politique de la LND ne soit pas encore claire, elle se rapprocherait d'une vision néo libérale, qui consisterait à avoir une politique d'ouverture économique large, invitant tous les investisseurs étrangers à s'implanter dans le pays. Son programme économique vise en effet à mettre en place des règles identiques pour tous les entrepreneurs et investisseurs. Aung San Suu Kyi a prouvé à plusieurs reprises son penchant pour le libéralisme économique. En 2012, le cas de la mine de cuivre de Letpadaung, a par exemple éveillé les craintes de la population : suite à la répression violente des manifestants dénonçant les confiscations de terre, la pollution et les dégradations environnementales du projet massif d'extraction de cuivre, une commission avait été créée pour statuer sur l'avenir du projet. Présidée par Aung San Suu Kyi, celle-ci était parvenue à la conclusion très impopulaire que l'entreprise devait respecter les normes environnementales et créer des emplois mais que le projet pouvait se poursuivre.

Beaucoup d'attentes reposent également sur la LND quant à la lutte contre la corruption qui mine le développement en Birmanie. Il y a une impression générale qu'il y aura moins de corruption sous son gouvernement que sous le gouvernement de Thein Sein, habitué à des décennies de mauvaise gestion et de malversations financières. La LND a en effet indiqué qu'elle lutterait contre la corruption et a demandé aux parlementaires récemment élus d'adopter un comportement irréprochable. Toutefois les administrations sortent de décennies de corruption, leurs habitudes ne sont donc pas prêtes de changer, notamment celle de la police, sur laquelle il faudra compter pour lutter contre la corruption. Cette dernière sera de toute façon toujours sous les ordres du ministère de l'intérieur, lui-même sous la direction du commandant des forces armées.

Par ailleurs, alors que les parlementaires de la LND devraient suivre les ordres du parti sur les sujets principaux comme les amendements de la constitution, les sujets économiques pourraient faire moins consensus au Parlement. Un grand nombre de nouveaux élus travaillent par exemple sur les questions de confiscations des terres et seront attentifs aux conséquences que les lois auront sur les paysans. De plus, l'armée ayant encore une main mise sur la politique et l'économie, elle aura de toute façon un rôle à jouer. La LND devra donc trouver un équilibre pour tenir ses promesses et éviter tout blocage.



Quoi qu'il en soit, les élections devraient avoir un impact positif sur l'économie birmane car les investisseurs ont été rassurés par le bon déroulé du processus électoral et la victoire de la LND. De plus, un certain nombre d'activistes exilés à l'étranger devraient revenir dans le pays avec de nouvelles connaissances, ressources.

CONCLUSION

Min Aung Hlaing, commandant en chef de l'armée birmane, a défendu en interview les mérites de la "démocratie disciplinée", concept échafaudé par les militaires pour justifier une évolution contrôlée du régime. Ses propos traduisent bien une idée du pouvoir en continuité avec l'ancienne junte militaire. Quelles que soient les velléités d'un gouvernement de la LND de faire évoluer cette conception, celle-ci risque de se perpétuer encore longtemps et de contribuer à l'immobilisme politique.

Comme son prédécesseur Than Shwe, Min Aung Hlaing se montre habile stratège. Alors qu'il arrive en fin de carrière, il vient, selon le journal The Voice cité par Mediapart, de soutirer à Aung San Suu Kyi cinq années supplémentaires à la tête de la Tatmadaw, l'armée birmane. Anecdote révélatrice que les choix qu'Aung San Suu Kyi et son parti feront dans leur exercice du pouvoir seront inéluctablement différents de l'époque où la Prix Nobel de la paix était emprisonnée par la junte.

Au-delà de ces jeux d'influence et de ces négociations entre militaires et gouvernement, c'est la société civile qui peut contribuer à ouvrir le pays à d'autres pratiques, malgré de nombreuses formes de répression et des moyens encore faibles. C'est l'enjeu principal pour Info Birmanie : tout en restant vigilant sur les décisions du nouveau gouvernement, rester un partenaire indispensable pour les militants birmans, et un acteur dans la défense des valeurs de droits et de démocratie, entre la France et la Birmanie.

